

Mise à jour importante

Suite à des précisions apportées par le Service Public Fédéral Mobilité et Transports à Infrabel, il apparaît que les parcours à vide effectifs peuvent également bénéficier du système de soutien financier tel que prévu dans la loi du 7 juin 2023 *portant soutien au transport de voyageurs par trains de nuit* et l'arrêté royal du 28 novembre 2023 *portant des mesures d'exécution de la loi du 7 juin 2023 portant soutien au transport de voyageurs par trains de nuit*.
Le point 2 ci-après a été adapté en conséquence.

1. Contexte

Conformément à la loi du 7 juin 2023 *portant soutien au transport de voyageurs par trains de nuit* et à l'arrêté royal du 28 novembre 2023 *portant des mesures d'exécution de la loi du 7 juin 2023 portant soutien au transport de voyageurs par trains de nuit*, le gouvernement belge a décidé de mettre en place pour la période du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2024 des mesures de soutien financier en faveur du transport de voyageurs par trains de nuit.

2. Champ d'application

Pour entrer dans le champ d'application des mesures de soutien financier au transport de voyageurs par train de nuit, un train doit :

- être organisé par un candidat au sens de l'article 3, 11°, du Code ferroviaire (c'est-à-dire, une entreprise ferroviaire ou un candidat non-entreprise ferroviaire) et être couvert par un contrat conclu avec Infrabel dans le cadre du processus de répartition des capacités de l'infrastructure ferroviaire visé aux articles 27 et suivants du Code ferroviaire (c'est-à-dire, un contrat d'utilisation de l'infrastructure ou un contrat de réservation des capacités) ;
- avoir trait à un transport international de voyageurs desservant au moins une gare en Belgique et composé d'au moins une voiture couchette¹ et/ou voiture lit, dont la circulation est planifiée avec un départ avant 23h30 et une arrivée après 05h00 ;
- avoir effectivement circulé en Belgique ;
- être réalisé dans la période d'application qui s'étend du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2024.

Le candidat doit fournir à Infrabel les informations nécessaires démontrant que le train est composé d'au moins une voiture couchette et/ou voiture-lit. Il doit ainsi remplir et faire parvenir à l'adresse fonctionnelle 41423.gebruiksrechtdevance@infrabel.be, au plus tard le 5^{ème} jour ouvrable qui suit le mois de circulation, le formulaire communiqué préalablement par Infrabel reprenant les informations suivantes, et ce pour chaque train : le nom de l'opérateur, le nom de l'opérateur de traction, le numéro de train, le jour de circulation et le numéro EVN (*European Vehicle Number*) de chaque voiture couchette et/ou voiture-lit. En cas de non communication des données dans le délai imparti, Infrabel établira les notes de crédit sur la base des informations dont elle dispose.

En outre, les candidats doivent fournir à Infrabel une déclaration sur l'honneur (cf. annexe B.2.5 du document de référence du réseau pour les entreprises ferroviaires ou l'annexe B.3.3 du document de

¹ Soit, conformément à l'article 2, 5° de la loi du 7 juin 2023 *portant soutien au transport de voyageurs par trains de nuit*, une voiture qui peut accueillir des voyageurs assis de jour et allongés de nuit.

référence du réseau pour les candidats non-entreprises ferroviaires) qui atteste qu'ils respectent les conditions particulières reprises aux paragraphes 1 et 3 du point 5 ci-après. Cette attestation est annexée au contrat d'utilisation de l'infrastructure pour les entreprises ferroviaires et au contrat de réservation des capacités pour les candidats non-entreprises ferroviaires et est transmise par Infrabel au Service Public Fédéral Mobilité et Transports.

3. Nature de l'intervention

Le système de soutien financier en faveur du transport de voyageurs par trains de nuit consiste en :

1. le remboursement de la redevance d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire ;
2. le remboursement des coûts de transport et de distribution pour l'approvisionnement en courant de traction électrique ;
3. le remboursement des coûts d'approvisionnement en courant de traction électrique.

Si au cours d'un semestre² le total des remboursements auxquels les candidats concernés peuvent prétendre dépasse la compensation financière préalable (provision) versée à Infrabel conformément à l'article 3 de la loi du 7 juin 2023 *portant soutien au transport de voyageurs par trains de nuit* pour cette même période, les remboursements sont limités - sur la base des montants facturés - au prorata de la provision disponible.

Si un candidat choisit un fournisseur d'énergie autre qu'Infrabel, le remboursement des coûts d'approvisionnement en courant de traction électrique est effectué par le Service Public Fédéral Mobilité et Transports conformément aux modalités déterminées par ce dernier. Le prorata tel que décrit ci-avant s'applique également à ce remboursement.

4. Modalité de paiement des interventions

Le soutien financier au transport de voyageurs par trains de nuit est versé par Infrabel via un remboursement des montants facturés qui sera matérialisé par l'émission de notes de crédit, au plus tard quarante jours après la fin du semestre concerné.

5. Conditions particulières à respecter par les bénéficiaires

Le montant du soutien financier au transport de voyageurs par trains de nuit - soit le total des remboursements tels que prévus au point 3 ci-avant - est limité par semestre à 30 % du coût total des activités du candidat en termes de transport ferroviaire de voyageurs par trains de nuit sur le territoire belge pour le semestre concerné.

Par ailleurs, le niveau de l'aide doit rester inférieur à 50 % des coûts externes que le transport ferroviaire permet d'éviter par rapport aux modes concurrents.

² Soit, conformément à l'article 2, 4° de la loi du 7 juin 2023 *portant soutien au transport de voyageurs par trains de nuit*, la période qui court du 1^{er} janvier au 30 juin, ou du 1^{er} juillet au 31 décembre.

Les candidats contre lesquels des injonctions de remboursement ont été décidées par la Commission européenne ne peuvent bénéficier du soutien financier au transport de voyageurs par trains de nuit pour autant que les montants visés par l'injonction n'ont pas été remboursés.

Les entreprises en difficulté, telles que définies par la Commission européenne dans les lignes directrices concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers, ne sont pas éligibles au bénéfice de ce système de soutien financier.

Les candidats bénéficiant d'un soutien financier couvrant les mêmes coûts éligibles que ceux prévus au point 3 ci-avant ne sont pas éligibles aux mesures de soutien financier en faveur du transport de voyageurs par trains de nuit prévues par la loi du 7 juin 2023 *portant soutien au transport de voyageurs par trains de nuit*.

6. Mise à disposition des informations par les bénéficiaires

Les candidats conservent et tiennent à disposition du Service Public Fédéral Mobilité et Transports la documentation permettant de justifier :

1. le coût total des activités du candidat en matière de transport ferroviaire de voyageurs par trains de nuit sur le territoire belge par semestre ;
2. le coût d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire belge par semestre, le coût de transport et de distribution pour l'approvisionnement en courant de traction et le coût de l'approvisionnement en courant de traction, par train-kilomètre, MWh et passager-kilomètre pour le réseau ferroviaire belge ;
3. le nombre de voyageurs transportés et/ou montés en gare sur le territoire belge ;
4. la preuve de la composition du train de nuit.

Les candidats fournissent toute information complémentaire exigée par le Service Public Fédéral Mobilité et Transports, permettant de vérifier le bon respect des conditions d'octroi, dans un délai de 15 jours ouvrables.

Au cours de cette période, le Service Public Fédéral Mobilité et Transports peut également effectuer des contrôles des documents visés ci-avant ou de tout autre document qu'il juge utile pour, entre autres, vérifier le respect des conditions d'octroi.

N.B. Lorsque le Service Public Fédéral Mobilité et Transports constate que le soutien financier était indu ou a bénéficié à un candidat qui ne respectait pas les conditions d'octroi au moment de son octroi, le soutien financier est remboursé à l'État par le bénéficiaire dans un délai d'un mois après que le Service Public Fédéral Mobilité et Transports en a informé le demandeur par envoi recommandé. En l'absence de paiement dans ce délai, le Service Public Fédéral Mobilité et Transports charge l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement du recouvrement par voie de contrainte des aides concernées indûment perçues, conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949. Les montants indus ainsi recouvrés reviennent au Trésor.